



Vive le PCF (mlm) !

Le Parti Communiste Français rectifié contre la guerre impérialiste

Le changement des mentalités : la rectification

Le Parti Communiste Français avait mis en place la bolchevisation, mais celle-ci avait échoué en raison des activités ultra-gauchistes du groupe Barbé-Celor s'arrogeant la direction de manière conspiratrice, au nom d'un prétendu caractère « révolutionnaire » des jeunes cadres.

Aussi, les mois d'août et de septembre 1931 sont marqués par une immense campagne de rectification. « Enfin, on va discuter ! » titre l'éditorial de *l'Humanité* du premier septembre, expliquant sous la plume de Maurice Thorez que :

« Enfin, on va discuter ! Tel est le cri de satisfaction – et de soulagement qui montre du parti et qui s'exprime dans les lettres toujours plus nombreuses de nos correspondants.

C'est la réponse aux articles par lesquels le Comité Central a dit sa ferme volonté de changer quelque chose dans la vie intérieure du Parti et dans son travail pour gagner les prolétaires au communisme (...).

Il n'est pas juste de considérer comme « opportunistes » ou « éléments malsains » ceux qui ne sont pas toujours d'accord et qui veulent critiquer.

Le Comité central du Parti veut la discussion. On ne doit pas la craindre.

Il ne faut naturellement pas l'envisager comme une tâche « complémentaire et momentanée », comme on le fit jusqu'alors avec « l'autocritique ».

Dans le Parti, la discussion, la critique de soi-même et des autres sont une méthode à pratiquer de façon permanente. »

Maurice Thorez fait principalement référence à deux articles publiés précédemment, qui eurent un écho dans tout le Parti. Le premier était « Pas de mannequins » le 14 août 1931 :

« Le comité du 6ème rayon de Paris avait convoqué, l'autre soir, une assemblée des communistes du rayon en vue d'établir le bilan de la campagne du 1er août et aussi afin d'élaborer le plan de travail pour les prochaines semaines.

Le rapporteur a constaté que les résultats du 1^{er} août étaient franchement mauvais dans ce rayon où se trouve une des plus grandes usines de la Région parisienne.

Toutefois, selon une tendance remarquée un peu chez tous nos militants, le rapporteur n'a pas cessé de répéter : « *malgré tout, nous avons fait ceci..., nous avons obtenu cela* ». On cherche ainsi à atténuer les couleurs sombres du tableau et à affaiblir, par conséquent, la vigueur et l'efficacité d'une autocritique sincère et salutaire.

En cette période d'offensive du capital et de poussée révolutionnaire des masses; il n'est pas possible de se prévaloir de quelques menus résultats, voire même de quelques petits succès ; pour se dissimuler à soi-même, et dissimuler au parti, la persistance des graves faiblesses de notre mouvement et même sa régression partielle.

Par exemple ; le comité du 6^{ème} rayon doit voir nettement que l'absence de manifestation le 1^{er} août, dans les usines ou dans la rue, est la conséquence d'un travail, insuffisant dans les entreprises principales (...).

En exigeant, des membres du parti qu'ils réalisent seuls et sans la masse telle ou telle manifestation, on aboutit peu à peu à faire du communiste un exécutant, au lieu d'un entraîneur. La vie intérieure du parti s'en trouve affectée.

On ne cherche plus à convaincre les camarades de la cellule de base, afin qu'eux-mêmes aient la possibilité et les moyens de convaincre à leur tour tous les ouvriers de l'usine, du syndicat, du quartier ou de la localité.

Il suffit de donner une directive sèche, j'allais écrire un ordre. Les discussions politiques sont ainsi peu à peu éliminées et l'esprit critique se dissout dans les détails matériels.

Un ouvrier a exprimé franchement son sentiment « On nous prend pour des mannequins. » (...).

La tendance à la secte, c'est-à-dire la méfiance vis-à-vis des masses, a comme conséquence la méfiance à l'égard même du parti et de ses militants.

Elle fausse les principes du centralisme démocratique, en rendant illusoire la critique de la base, elle aboutit, consciemment ou non, à la formation, à l'intérieur du parti, de petits clans fermés et étroits.

Elle menace le développement du parti en tant qu'organisation de l'avant-garde prolétarienne, numériquement forte et étroitement liée à l'ensemble des exploités que nous devons entraîner à la bataille et à la victoire sur le capital.

Les remèdes sont avant tout dans la réponse quotidienne aux préoccupations de la classe ouvrière et de tous les travailleurs et dans la possibilité pour chacun de nos adhérents de dire franchement son opinion sur la politique du parti dans le cadre régulier de nos organisations. »

Le second article majeur était « Les bouches s'ouvrent », le 21 août :

« Les derniers articles, dans lesquels j'ai marqué la volonté de notre Comité central d'obtenir un changement dans le travail du parti, notamment celui sur les « mannequins », ont, semble-t-il, trouvé un assez large écho dans le parti et même autour du parti, chez les ouvriers sympathisants.

De nombreux camarades m'ont écrit pour dire leur satisfaction. Il n'est malheureusement pas possible de publier Intégralement toutes ces lettres. [Suivrent plusieurs extraits de lettres]

Si même des camarades se trompent et commettent des erreurs opportunistes, nous ne voulons pas croire que la solution consiste à les frapper au lieu de les convaincre, à les écarter de tout travail au lieu de les gagner à la politique juste du parti et à toute son activité pratique (...). Nous ne sommes encore qu'au commencement. »

Suivra même « Jetons la pagaïe » le 23 septembre :

« L'impulsion de critique et de vie donnée par le Comité Central se transmet peu à peu à l'ensemble du Parti. On approuve ou on désapprouve, c'est donc que l'on a commencé à discuter.

En général, les Comités du Parti affirment leur accord avec la critique vigoureuse dont le Comité Central a donné le signal, comme aussi avec les dernières décisions du Comité Central sur le programme et la critique du Parti.

Mais il est nécessaire de ne pas s'en tenir aux formules d'accord général. Il faut vraiment changer quelque chose. Or il semble que tous les militants responsables ne font pas encore l'effort suffisant dans ce sens.

Les journaux régionaux ne contiennent encore aucun article élargissant avec des exemples locaux, et en suivant l'engagement pris au Comité Central, la critique de nos fautes et de nos faiblesses (...).

Le camarade T. qui travaille dans le 8e rayon déclare que le Comité Central a sans doute raison, mais que poser les questions avec précision comme nous l'avons fait dans *l'Humanité* et comme nous le voulons faire dans tout le Parti, c'est « jeter la pagaïe ».

Alors qu'il s'agit simplement de mettre fin, avec l'aide des ouvriers, aux procédés bureaucratiques et sectaires encore en l'honneur dans le Parti (...). Il faut critiquer les directions et ne pas craindre, ainsi que l'a indiqué le comité de la région parisienne, de changer les directions qui n'acceptent pas la critique ou qui ne changent pas leur pratique (...).

Un des résultats de la discussion en cours dans le Parti ce doit être le renforcement des organismes de direction au moyen d'élections régulières, et en conclusion d'une critique de tous les Sentuc [dirigeant d'une cellule de cochers-chauffeurs à Paris, prenant les décisions par en haut et s'opposant à l'expression de la base sur le journal mural], sans craindre ce que le camarade L. appelle tout à fait à tort la « pagaïe ». »

Cette ligne avait été entérinée lors d'une session du Comité Central du Parti Communiste Français, tenu du 25 au 28 août 1931. C'est une révolution des mentalités. Mais elle concernait que les méthodes de travail.

Les questions idéologiques n'étaient pas posées et d'ailleurs même la question des méthodes restait pour cette raison abstraite-mécanique.

Cependant, le contexte international se modifiait et l'Internationale Communiste maintenait le Parti dans le cadre des deux axes fondamentaux : la lutte contre les restructurations et celle contre la guerre impérialiste.

La ligne du Parti en 1931-1932

Les élections cantonales d'octobre 1931, bientôt suivies des élections législatives de mai 1932, furent prétextes à la publication d'un programme communiste.

C'est un aspect essentiel de la vie du Parti, car si celui-ci avait toujours mené campagne contre la guerre, les tensions internationales rendent celle-ci bien plus actuelle à court terme.

Cela correspond à ce qui se passe dans l'Internationale Communiste où la thématique de la crise générale du capitalisme a été remplacé par l'annonce d'une prochaine guerre impérialiste. La crise de 1929 a refermé le couvercle et précipité les États-Unis dans la crise générale avec les autres pays, en conséquence la confrontation s'annonce.

La situation mondiale était présentée comme suit dans le programme électoral du Parti Communiste Français en 1931 :

« Les grands pays impérialistes avec leur cortège de puissances vassales et leurs colonies esclaves sont en proie au désordre, au chaos, à la crise la plus formidable qui ait jamais existé.

Ils sont, au bord de la faillite. La catastrophe de l'Allemagne capitaliste n'est que l'image du proche avenir qui attend tous les pays capitalistes.

Les capitalistes qui les gouvernent avec les politiciens de toutes nuances à leurs gages, essayent d'en sortir en réduisant au chômage et à la famine des dizaines de millions de prolétaires, en pressurant les peuples vaincus et les pays assujettis, en déclenchant des attaques frénétiques contre les salaires déjà, si misérables des travailleurs dont ils vivent, en renforçant partout la réaction la plus féroce, en assassinant par milliers les révoltés de leurs colonies.

Enfin, déchirés qu'ils sont entre eux par les rivalités les plus sordides, par la recherche exaspérée du profit, ils emploient les milliards prélevés sur les travailleurs à renforcer leurs armements et les prodigieux moyens de destruction en vue de la guerre prochaine. »

L'URSS est le contre-modèle, elle représente la solution. Elle est pour cette raison la cible de la bourgeoisie française qui, à l'instar des autres bourgeoisies, pressurisent les travailleurs, alors que « la crise développe la guerre économique prélude de la guerre militaire ».

C'est la preuve de l'actualité révolutionnaire, de la nécessité historique de l'expropriation de la bourgeoisie, et ce au moyen de la révolution, définie comme suit :

« La conquête du pouvoir par le prolétariat, c'est l'abolition violente du pouvoir de la bourgeoisie, la destruction de l'appareil d'État capitaliste (armée, bourgeoisie, police, hiérarchie bureaucratique, tribunaux, Parlement, etc.) remplacé par les nouveaux organes du pouvoir prolétarien qui sont, avant tout, des instruments de répression destinés à briser la résistance des exploités. »

Le Parti Communiste Français est très clairement sur la ligne de l'Internationale Communiste, sans ambiguïtés ; il assume la conception révolutionnaire. Il est aussi en capacité, désormais, d'analyser la société française.

Déjà à son sixième congrès, au 1929, le Parti Communiste Français était en mesure de présenter en détail les principaux trusts et cartels : trust des produits chimiques Kulmann, Trust de la Sidérurgie (Aciéries de la Marine Homécourt, de Denain-Anzin, de Châtillon-Commentry), Trust du matériel électrique Thomson-Houston, Trust de la T. S.F. (Compagnie de T. S. F. qui domine Radio France, Radio Électrique, et Radio Maritime), Trust de la Meunerie, Trust de la Chaussure (Société Générale de la Chaussure et Société Erlich Frères. Liées toutes deux par la banque Renard). Cartel du Ciment (Lafargue, Ciments Français et Poliet-Chausson). Consortium de l'Automobile (Ariès. Chenard et Walker, Delahaye, Donet, Rosengart), Société des Usines Citroën (Participation de la banque Lazard, de la grosse métallurgie Schneider et Châtillon-Commentry).

En 1931, il est également un fin connaisseur de la vie politique française, avec tous ses raffinements puisqu'il y a de manière ininterrompue des négociations, accords et embrouilles au sein des forces organisant le gouvernement. *L'Humanité* est en mesure de présenter ce qui se passe, d'en raconter la signification, de dégager des tendances, etc.

Pour cette raison, le programme électoral communiste est capable d'une caractérisation des tendances de fond, au-delà de la problématique « gouvernementale ». C'est très important, car de son côté les socialistes ne cessent de se diviser entre « participationnistes » et « anti-participationnistes », les premiers justifiant une participation gouvernementale au motif qu'un soutien parlementaire socialiste pourrait « influencer » sur le gouvernement de manière significative.

Le Parti Communiste Français récuse cette soumission au cadre parlementaire et gouvernemental, pour lui l'actualité c'est la concentration du capital pour pressuriser les travailleurs et militariser à tout va.

Il est un Parti qui connaît parfaitement la vie politique française, la situation sociale, économique, culturelle, idéologique, mais il assume la contradiction révolutionnaire, car il pose la restructuration et la guerre comme les deux aspects de l'orientation stratégique, avec la guerre qui devient de plus en plus l'aspect principal.

Le 7^e congrès du Parti Communiste Français s'ouvre ainsi en mars 1932 « sous le signe de la lutte contre la guerre et pour la défense de l'URSS ».

La guerre impérialiste comme horizon

Pour bien comprendre comment le 7^e congrès de 1932 accentue le positionnement de 1931, il faut comprendre que la guerre devient une actualité tangible. Ce n'est plus simplement une tendance parmi d'autres du capitalisme en crise, mais un aspect devenant principal.

Dans son programme électoral de 1931, le Parti Communiste Français présente de la manière suivante la tendance de fond de la situation française :

« Pour mieux exploiter les travailleurs, pour mieux préparer la guerre, le gouvernement de la bourgeoisie française renforce la pression réactionnaire de son État sur la classe ouvrière et les couches laborieuses de la population.

C'est le règne du policier et du militaire de carrière. C'est la suppression des droits que la classe ouvrière avait conquis de haute lutte. C'est la répression violente des grèves par les gardes mobiles et leur étranglement par l'arbitrage en complicité avec les bonzes syndicaux de la C. G. T.

C'est l'interdiction des manifestations ouvrières, cependant que les cléricaux et les gardes blancs défilent dans la rue, protégés par la police. C'est l'étouffement de la presse ouvrière accablée d'amendes et aux gérants emprisonnés, cependant que la presse pourrie de l'Action Française au Populaire reçoit l'argent du gouvernement et des banques.

Ce sont les militants révolutionnaires jetés en prison pour des années, cependant que sont acquittés les grands politiciens bourgeois oustricards [du banquier Albert Oustric dont l'empire corrupteur de politiques fit faillite et scandale en 1930] grassement soudoyés par les pilleurs de l'épargne (...).

L'impérialisme français est aujourd'hui le centre de la réaction mondiale, le gendarme de l'Europe, le protecteur des pays de fascisme et de terreur blanche, le plus atroce des bourreaux coloniaux, le pire fauteur de guerre. »

Le Manifeste du VII^e congrès de 1932 systématise ce positionnement, en faisant de la guerre impérialiste l'incontournable actualité et la lutte contre celle-ci l'orientation essentielle dans le cadre de la crise générale du capitalisme.

Manifeste du VII^e Congrès du P. C. F.

**AUX OUVRIERS, AUX PAYSANS
A TOUS LES TRAVAILLEURS**

Le VII^e Congrès du Parti communiste français vient de terminer ses travaux. Il a étudié les problèmes les plus importants de la situation économique et politique actuelle et déterminé la tactique à suivre pour conduire à la victoire la lutte révolutionnaire du

prolétariat.

Le VIIe Congrès du Parti communiste français appelle les millions de prolétaires qui peinent dans les usines et aux champs pour les profits des capitalistes, les chômeurs jetés sans ressources sur le pavé, les millions de petits et moyens paysans menacés de ruine, les centaines de milliers de travailleurs encasernés, les masses laborieuses de France, d'Alsace-Lorraine et des colonies qui subissent le joug de l'impérialisme français, à se dresser dans une lutte commune libératrice contre la dictature de la bourgeoisie.

Un monde en pleine crise

Le monde capitaliste tout entier est plongé dans le chaos. Avec plus de 35 millions de chômeurs, des salaires misérables sans cesse diminués, des masses laborieuses innombrables sont en proie à la misère et à la faim.

Cependant, entre les mains des magnats capitalistes et de leurs États, s'accumulent les richesses non consommées et les stocks d'or prodigieux.

La crise économique va sans cesse s'accroissant et le tumulte effroyable de la guerre retentit à nouveau sur le monde. Une nouvelle boucherie impérialiste est déclenchée en Extrême-Orient.

Elle n'est que le commencement de la grande guerre contre l'Union soviétique. L'impérialisme français, armé jusqu'aux dents, soutenant l'impérialisme japonais, y joue le premier rôle, en même temps que, par une campagne inouïe de provocations et de fausses nouvelles, il prépare l'attaque roumaine sur le Dniester.

Dans tous les pays soumis au règne de la bourgeoisie, la réaction la plus féroce et le fascisme grandissent contre les prolétaires et les peuples asservis qui secouent leur joug.

Seul, et depuis longtemps, le Parti communiste avait prévu cette situation inéluctable. Alors que tous les partis de la bourgeoisie, parti socialiste y compris, berçaient les masses avec des phrases mensongères sur la « prospérité », sur la « paix sociale » et sur la « paix » en régime capitaliste, le Parti communiste a alerté les masses.

Il les a appelées à la lutte contre la misère, la réaction et la guerre et leur a indiqué la seule solution possible, la solution révolutionnaire.

Un monde en plein essor

Face au monde capitaliste en décomposition s'édifie le monde nouveau où les travailleurs sont au pouvoir.

En Union soviétique n'existent ni crise, ni chômage, mais un peuple immense travaille avec enthousiasme à construire dans la paix la société socialiste.

Son exemple montre que seul le communisme peut sauver le monde des fléaux qu'apporte avec lui le régime capitaliste la misère, le fascisme et la guerre. »

L'impérialisme français gendarme de l'Europe

L'impérialisme français, allié au Japon pour l'écrasement du peuple chinois et l'agression contre l'U.R.S.S., tient sous sa puissance financière et militaire les peuples vaincus de la guerre de 1914-1918, les pays vassaux de fascisme et de terreur blanche qu'il s'apprête à lancer contre l'Union soviétique. Il asservit de la façon la plus inouïe 60 millions d'esclaves coloniaux.

Dans sa besogne d'exploitation et de rapine, de réaction internationale et de guerre, il est vigoureusement aidé par tous les partis politiques bourgeois, le parti socialiste y compris.

Partis bourgeois et socialiste unis pour la misère...

La bourgeoisie française, qui gouverne sous le couvert d'une pseudo-démocratie, réduit les salaires dans toutes les corporations de 10 à 20 % et davantage. Ses partis politiques s'efforcent de faire accepter ce vol. Le parti socialiste et la C.G.T. réformiste ont été et sont à la pointe de cette politique comme l'ont particulièrement démontré leurs criminelles trahisons à l'égard des ouvriers du textile et des mines.

Sous prétexte d'assurances sociales, ils ont exigé du prolétariat l'odieux versement ouvrier. Alors que l'on compte en France 1.500.000 chômeurs complets et 5 millions de chômeurs partiels, la bourgeoisie ne donne des allocations de famine qu'à 300.000 chômeurs complets et aucun secours aux chômeurs partiels.

Les travailleurs sont spoliés, cependant que bourgeois ou socialistes oustricards renflouent les grandes banques en déconfiture avec l'argent prélevé par les impôts sur les masses laborieuses, augmentent de façon inouïe le budget de la guerre et votent des milliards de francs pour armer leurs vassaux contre l'U.R.S.S.

...La guerre

Partis bourgeois, socialiste y compris, exigent le maintien du système d'exploitation du prolétariat allemand au profit des gros banquiers français et au détriment des salaires des ouvriers allemands et français, au nom du « droit naturel aux réparations ». Ensemble ils défendent le principe de la colonisation.

De l'Ami du Peuple au Populaire, ils ne cessent de calomnier l'Union soviétique et de la provoquer à la guerre. Ensemble, tout en dupant les masses avec leurs mensonges pacifistes, ils ont, à Genève, repoussé à plusieurs reprises les propositions de désarmement de l'Union soviétique.

De Piétri à Goude et à Renaudel, unis par le principe de la défense nationale, ils rivalisent d'ardeur à armer formidablement l'impérialisme français sur terre, sur mer, dans les airs. De Tardieu à Boncour et à Blum, ils préconisent l'armée internationale

destinée à mener la guerre contre l'U. R. S. S.

Ensemble, socialistes en tête, ils couvrent cette politique militariste par des phrases hypocrites sur la « paix » et le « désarmement ».

...la réaction

Tous, de Chiappe à Lebas, à Marquet et à Gouin, ils aident à l'étranglement des grèves, à l'interdiction des manifestations ouvrières, aux charges policières contre les chômeurs et à leur assassinat, à l'expulsion des ouvriers étrangers, à la condamnation des ouvriers militants et communistes, et la fédération socialiste du Tonkin réclama la première les exécutions en masse d'ouvriers et de paysans révolutionnaires d'Indochine.

Ensemble, de Laval à Uhry, ils ont essayé de duper les travailleurs par une odieuse caricature d'amnistie, libérant les leurs et laissant dans les geôles les ouvriers, les soldats et les matelots révolutionnaires de France et des colonies.

TOUS, ILS SONT LES PARTIS DE LA RÉACTION. Contre eux, tous les ouvriers, tous les travailleurs doivent se dresser pour une lutte sans merci, classe contre classe.

Classe contre classe

Seule, la lutte de classe intransigeante du prolétariat allié aux travailleurs des champs et des villes, aux nationalités opprimées et aux peuples asservis des colonies, sous la direction du Parti communiste, seul parti du prolétariat, peut résoudre définitivement la crise du capitalisme par la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration d'un gouvernement soviétique des ouvriers et des paysans.

Pour cette lutte quotidienne acharnée, le Parti communiste appelle tous les ouvriers, tous les travailleurs à s'unir dans des comités de lutte, dans des comités du Bloc ouvrier et paysan, à entrer nombreux dans ses rangs et dans les syndicats unitaires.

Il tend fraternellement la main aux ouvriers socialistes et les appelle à lutter en commun avec les ouvriers communistes contre la bourgeoisie dont la politique antiouvrière est soutenue par le parti socialiste.

C'est là le seul moyen de former dans la lutte pour les revendications immédiates comme dans la campagne électorale, un invincible front unique prolétarien.

Cette campagne électorale qui s'ouvre sera donc pour tous les travailleurs une nouvelle occasion de renforcer leur front unique et de préciser leur lutte autour des mots d'ordre suivants CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE déjà commencée en Chine !

POUR LA DÉFENSE DE L'UNION SOVIÉTIQUE !

Retrait immédiat des troupes et des navires de guerre français ! Empêchez le transport des troupes, d'armes et de munitions ! Pour l'annulation des dettes de guerre ! Contre le système de Versailles et le plan Young !

CONTRE LE CHÔMAGE ET LA MISÈRE !

Contre toute réduction des salaires et des traitements ! Pour leur augmentation ! Pour la journée de 7 heures et la semaine de 40 heures, sans réduction de salaires !

Pour de véritables assurances sociales, comprenant l'assurance-chômage pour tous et aux seuls frais de l'État et du patronat ! Pour une subvention immédiate aux petits paysans frappés par la crise agraire !

Pour l'abolition des impôts directs et indirects pesant sur les paysans travailleurs ! Pour la suppression du paiement du fermage et des redevances de métayage en faveur des petits fermiers et métayers !

CONTRE LA RÉACTION SOUS TOUTES SES FORMES !

Pour l'amnistie totale ! Pour le droit intégral de réunion, de manifestation et de presse pour tous les travailleurs ! Pour l'abolition des lois scélérates ! Pour l'égalité de droits entre ouvriers étrangers, coloniaux et ouvriers français !

Pour le droit de libre disposition du peuple alsacien et lorrain, jusques et y compris la séparation d'avec la France ! Pour l'indépendance des colonies !

SOUS LE DRAPEAU ROUGE DU PARTI COMMUNISTE, PROLÉTAIRES,
UNISSEZ-VOUS !

CLASSE CONTRE CLASSE, EN AVANT !

Le VII Congrès du P. C. F.

Les revendications immédiates

Un écueil consistait naturellement en les revendications immédiates, puisque les formuler est toujours délicat même si l'orientation stratégique est correcte.

Le Parti Communiste Français parvient ici à les mettre en phase avec celle-là, les positionnements s'alignant de manière essentiellement juste sur la question de la restructuration et de la guerre, les deux aspects impliquant un engagement politique et une répression à affronter.

D'où les points suivants :

- « pour le pain » : contre les réductions des salaires et des traitements, mais aussi pour leur augmentation, pour la semaine de 40 heures sans baisse des salaires ;
- « pour la paix » : pour l'annulation des dettes de guerre et contre la guerre contre l'URSS ;
- « pour l'amnistie » : pour la libération de tous les prisonniers politiques et ceux aux armées.

A côté de cela, comme argumentation directement thématique, le Parti Communiste Français exige des impôts sur la bourgeoisie, la satisfaction des revendications paysannes, les droits civils pour les femmes et il mène une activité systématique de combat à travers la CGT Unitaire qui lui est lié.

Cela se traduit comme suit en 1932, avec le VIIe congrès, de manière plus approfondie, plus systématisée :

CONTRE LA MISÈRE, CONTRE LA RÉACTION, CONTRE LA GUERRE

Notre programme de revendications immédiates

1 Contre toute réduction des salaires et des traitements, pour leur augmentation. Pour la journée de sept heures et la semaine de quarante heures avec le même salaire qu'en quarante-huit heures.

2. Pour de véritables assurances sociales comprenant l'assurance-chômage aux seuls frais de l'État et du patronat. L'assurance-chômage doit être égale au salaire perdu pour tous les chômeurs, complets et partiels, français et étrangers, femmes et jeunes.

3. A travail égal, salaire égal. Droits civils et politiques complets pour les ouvriers étrangers et coloniaux, pour les femmes, les jeunes, les soldats et marins.

4. Suppression des impôts indirects sur les articles de consommation courante et leur remplacement par un prélèvement sur le revenu des banquiers, industriels, gros propriétaires fonciers. Suppression de l'impôt sur les salaires. Exonération des impôts directs pour les paysans pauvres, petits artisans et commerçants touchés par la crise et octroi à ceux-ci d'une subvention immédiate de l'État. Exonération totale pour les chômeurs.

5. Pour des loyers en rapport avec les salaires et les charges de famille. Pour la suppression du « retour au droit commun » et la réduction immédiate des loyers. Pour l'exonération totale des loyers aux chômeurs.

6. Lutte contre la cherté de la vie par la réduction des taxes douanières et la suppression du régime des contingentements, par la suppression du budget de la guerre et de la police, par la réduction des tarifs de l'eau, du gaz, de l'électricité, des transports. Nourriture gratuite des enfants des chômeurs complets et partiels dans les cantines scolaires.

7. Rappel immédiat des troupes et des navires de guerre de Chine et de l'Indochine. Contre les transports d'armes et de munitions. Pour l'abolition du système de Versailles et du plan Young, pour la suppression des réparations. Pour l'annulation de toutes les dettes de guerre. Contre la guerre impérialiste. Pour la défense de l'U.R.S.S. Pour la paix.

8.– Abolition des périodes de réserve. Prêt à deux francs pour les soldats, soixante jours de permission avec voyage gratuit. Droit de vote, d'organisation, de lecture de la presse ouvrière et de fréquentation des réunions publiques par les soldats et les marins.

Augmentation des pensions des victimes de guerre.

9. Pour l'amnistie pleine et entière pour tout fait réputé crime et délit politique et militaire et faits connexes. Pour l'abolition des lois scélérates. Contre toute limitation du droit de réunion, de manifestation et de presse pour les travailleurs.

10. Pour l'indépendance des colonies, pour l'abolition immédiate du code de l'indigénat. Pour le droit de libre disposition du peuple alsacien-lorrain jusques et y compris la séparation d'avec la France.

Toutes les dépenses sociales entraînées par ces revendications doivent être prélevées sur les budgets de guerre et de police.

Une situation de faiblesse prononcée malgré la rectification

Le Parti Communiste français a bien connu de grands changements sous l'impulsion de Maurice Thorez à partir d'août-septembre 1931 ; c'est de fait une immense campagne de rectification à tous les échelons du Parti, au niveau du style de travail.

Le Parti Communiste français est d'ailleurs extrêmement confiant tout au long des mois qui suivent, considérant qu'il est parvenu à se restructurer adéquatement, à provoquer un enthousiasme, à agir désormais de manière correcte, etc.

Seulement voilà, le Parti Communiste a beau parler de Front unique, en pratique il fait toujours Front avec lui-même. Ainsi, il n'apparaît pas comme un pôle irradiant les secteurs populaires.

Au niveau numérique, le Parti reste tout à fait minoritaire ; pire encore, l'hémorragie continue. Le nombre de lecteurs de *l'Humanité* est d'ailleurs tombé à 140 000, dont 27 000 à Paris.

Le Parti Communiste a qui plus est totalement décroché par rapport à la SFIO, alors qu'initialement c'est lui qui avait la majorité au congrès de Tours de 1920 lors de la grande scission.

	Parti Communiste	SFIO
1927	53 917	
1928	52 372	109 000
1929	38 447	
1930	31 500	
1931	30 743	
1932	30 000	137 000
1933	28 825	

Les mobilisations s'évaluent de manière très nette par rapport à cette question numérique.

Le 10 mars 1932, 120 000 personnes accompagnent à Paris le cortège funéraire de Zéphirin Camélinat, qui a été l'un des fondateurs de l'Association internationale des travailleurs, a participé à la Commune de Paris, a été l'un des fondateurs de la SFIO, rejoignant le camp communiste en 1920.

C'est une figure majeure du mouvement ouvrier et on peut donc considérer que le nombre est assez bas, et ce d'autant plus que le contraste est saisissant avec la SFIO puisque, au même moment, il y a les obsèques du républicain-socialiste Aristide Briand, qui a été onze fois président du Conseil et vingt-six fois ministre, et salué à ce titre par l'ensemble des institutions et des socialistes.

On peut dire ici que 120 000 personnes forment en région parisienne le bloc ouvrier proche ou appartenant au Parti Communiste Français, et que c'est le maximum atteint.

D'ailleurs, le 25 mars 1932, on a le même nombre de présents aux obsèques d'un ouvrier, Edmond Fritsch, secrétaire du syndicat des ébénistes et trésorier du comité de chômeurs du 11^e arrondissement de Paris, exécuté par un policier à Vitry-sur-Seine lors d'une manifestation.

Là encore, on a un événement majeur pour le mouvement ouvrier, mais la limite numérique est patente. Concrètement, hors événement, le Parti Communiste Français ne rassemble qu'autour de lui-même. Il y a 60 000 personnes au mur des Fédérés pour célébrer la Commune de Paris le 29 mai 1932.

50 000 personnes sont présentes à la fête de l'Humanité à Garches en septembre 1932, qui est organisée par les Comités de défense de L'Humanité mis en place en 1930.

50 000 personnes viennent aux funérailles de Pierre Degeyter le 2 octobre à Saint-Denis. Ce dernier nombre est terrible : on parle ici des funérailles de celui qui a composé la musique de l'hymne ouvrier l'Internationale !

Le nombre est encore plus bas à Vincennes le 11 novembre 1932 avec 40 000 manifestants contre la guerre, pour un thème pourtant absolument fondamental dans l'orientation du Parti.

Ce nombre doit ici rappeler quelque chose d'important : le Parti n'a pas réussi un ancrage national. Il n'existe que dans quelques bastions, notamment la « banlieue rouge » parisienne, où il est massivement présent et actif, mais de manière déconnectée du reste du pays.

Pire encore : le Parti Communiste est un parti passoire et il le restera jusqu'à la fin du 20^e siècle. Les entrées et les sorties concernent une partie très importante du nombre de membres, ce qui fait qu'il n'y a jamais réellement de fixation idéologique.

Cela sera toujours vrai tout au long de l'histoire du Parti Communiste français, de sa fondation jusqu'au triomphe du révisionnisme et son effondrement numérique dans les années 1990-2000.

Il apparaît ainsi aux législatives de mai 1932 qu'il est une organisation repliée sur elle-même, jouant le rôle de fer de lance pour un bloc important mais numériquement limité lors des pics de confrontation, avec un impact marquant seulement lors des élections, avec un soutien disproportionné par rapport à sa réalité organisationnelle.

C'est en tout point similaire au Parti socialiste SFIO d'avant 1914.

	SFIO	Parti Communiste
législatives de 1924	Voix : 1 814 000 (20,10%) 120 sièges	Voix : 465 139 (5,15%) 26 sièges
législatives de 1928	Voix : 1 708 972 (18,05%) 102 sièges	Premier tour Voix : 1 063 943 (11,06 %) Second tour Voix : 814 036 (11,8 %) 14 sièges
législatives de 1932	Premier tour Voix : 1 964 384 Second tour Voix : 1 836 991 (19,18%) 131 sièges	Premier tour Voix : 796 630 (8,32%) Second tour Voix : 185 000 23 sièges

Il faut évidemment à cela ajouter la répression. Elle marque la vie du Parti à tous les niveaux.

Entre le premier janvier 1928 et le premier janvier 1932, les communistes ont été condamnés à 583 années et 7 mois de prison, 213 années de travaux forcés, 28 années de travaux publics, 110 années de détention, 10 années de réclusion.

Les perquisitions sont régulièrement menées dans des campagnes de répression, comme les 27 et 28 juin 1932 avec une quinzaine de perquisitions auprès de militants et des locaux de deux structures générés par le Parti : la Ligue anti-impérialiste et l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires.

Cette dernière publie la revue *Commune* ; elle tiendra Salon des peintres révolutionnaires à Paris en janvier 1934 et possède notamment une section photographes (Henri Cartier-Bresson, Brassai, Dora Maar, André Kertés, etc.), alors que de nombreux écrivains et artistes en font partie (Paul Nizan, Louis Aragon, Boris Taslitzky, André Fougeron, Francis Jourdain, Édouard Pignon, Paul Signac, etc.).

Il y a également des expulsions, voire même la déchéance de nationalité, mésaventure que connu en 1932, pour « torts à l'État français », Thomas Olszanski, devenu français en 1922 ; cela amènera deux ans de mouvement de soutien échouant finalement et celui-ci partira en URSS, puis en Pologne après 1945.

À cela s'ajoute une vaste campagne accusant *l'Humanité* d'espionnage pour l'URSS par l'intermédiaire de ses 2 000 « rabcors », c'est-à-dire de ses correspondants ouvriers et paysans l'informant de la vie des travailleurs, le terme venant d'un acronyme russe (signifiant correspondant-travailleur).

Ces informations, venant au rythme d'une dizaine par jour, irriguent une page spéciale, ou bien une colonne, mais surtout de nombreux articles quotidiens concernant l'actualité du monde du travail.

Or, il est évident que certaines informations économiques – concernant par exemple des techniques de production – pouvaient être utiles à l'URSS. Le contre-espionnage français va y mettre le holà, avec ce que la presse appellera l'affaire « Fantômas ».

Toutes ces faiblesses sont cependant compensées par l'orientation anti-guerre, qui vont amener le Parti Communiste Français au centre du jeu historique grâce au fameux congrès d'Amsterdam.

L'appel antiguerre du 22 mai 1932 et le congrès d'Amsterdam

Le Parti Communiste Français se sort de sa difficile situation en 1932 grâce à une initiative qui, bien entendu, trouve sa base dans l'Internationale Communiste.

Le 22 mai 1932 en effet, les écrivains Henri Barbusse et Romain Rolland publient un appel antiguerre dans *l'Humanité*, mettant en avant la conception d'un congrès en ce sens. Voici cet appel :

« Pendant que la Conférence du Désarmement battait son plein à Genève le Japon s'est jeté sur le continent asiatique. Il a massacré à Chapeï une immense population innocente. Il a mis la main sur la Mandchourie.

Grossièrement camouflée en République indépendante, la Mandchourie constitue de toute évidence la base stratégique de la guerre contre l'U.R.S.S. L'U.R.S.S. qui depuis quinze ans s'efforce d'édifier un monde nouveau sur la communauté des travailleurs, la répartition logique de la production, l'intérêt général, la coopération et l'abolition de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme : sur des principes diamétralement opposés à l'anarchisme du système capitaliste.

L'U.R.S.S. a donnée à sa grande construction socialiste et humaine, résiste héroïquement depuis des mois aux provocations japonaises.

En Europe et surtout en Roumanie, en Pologne et dans les États limitrophes, on s'arme fiévreusement sous la direction des impérialismes occidentaux, parmi lesquels, l'impérialisme français qui pèse sur la politique de ses « États vassaux », joue un rôle prépondérant.

Nous voyons, en même temps, la recrudescence des militarismes, la montée fantastique des budgets de guerre, les armements démesurés se multipliant dans tous les États, la fabrication intensifiée des usines de guerre et de produits chimiques en France (Schneider-Creusot, Renault, Kuhlman), de l'Allemagne (Krupp et de la métallurgie de la Ruhr), de la Tchécoslovaquie (Skoda), de la Roumanie et de la Pologne — et avec cela la préparation de l'assassinat de continents entiers par des moyens formidables de guerre chimique aérienne.

De toute évidence, c'est une nouvelle guerre mondiale qui nous menace.

Le courant de guerre, déclenché en Chine se dirige mathématiquement contre l'U.R.S.S. avec la complaisance et la connivence des grandes puissances impérialistes. On découvre sous cette agitation mondiale l'action des grands trusts capitalistes d'Occident; l'industrie lourde universelle dont les gouvernements apparaissent comme les agents.

La guerre contre l'U.R.S.S., cela veut dire une guerre mondiale, cela veut dire la ruine et la destruction de pays entiers et d'incalculables hécatombes de foules. Au milieu de ce tragique état de choses qui rend les jours où nous vivons comparables à ceux de 1913 et du début 1914, un seul devoir pour chacun et pour tous: comprendre l'imminence du cataclysme, pousser le cri d'alarme et de protestation qui alerte les pays et surtout chercher et trouver les moyens effectifs pour arrêter l'attentat de l'impérialisme contre les hommes.

Nous sommes fermement résolus à tout tenter pour empêcher le crime international et nous disons que personne ne doit aujourd'hui se tenir à l'écart des intérêts humains en jeu. Il faut enfin organiser pratiquement et solidement la mobilisation contre la guerre, dans la voie ouverte par tous ceux qui ont déjà entrepris cette lutte réaliste.

Nous appelons tous les hommes, toutes les femmes, sans tenir compte de leur affiliation politique, et toutes les organisations ouvrières — culturelles, sociales et syndicales, — toutes les forces et toutes les organisations, en masse! Qu'elles s'unissent à nous dans un congrès international de guerre contre la guerre.

Ce congrès aura donc pour tâche de susciter une grande œuvre de ralliement, une vague de fond contre la barbarie de la guerre recommençante. Sur le plan pratique, il faudra spécifier les moyens immédiats de dresser toutes les barrières possibles contre l'attentat généralisé qui s'élabore et que le premier prétexte venu suffit à déclencher.

Il faut opposer, sur toute la ligne, préparatifs à préparatifs. Pour cela, tout dépend aujourd'hui de la conscience et de l'énergie de la classe ouvrière.

Le Congrès aura donc pour tâche d'éclairer avec précision la situation historique et de mettre les masses en face des réalités qui les menacent et d'organiser les volontés des travailleurs en bloc autour de leur patrie socialiste en danger.

Ce Congrès aura lieu le 28 juillet à Genève. Il s'élargira par la force des choses en une manifestation internationale, démasquera tous les fauteurs de guerre et tous leurs auxiliaires de toute espèce.

Évitons la honte de n'avoir pas compris la gravité de l'heure ou de l'avoir comprise trop tard. Éveillez votre conscience et affermissiez votre volonté.

Aidez-nous à organiser la résistance des masses! Aidez-nous à entraîner dans une marée redoutable ceux qui, une fois de plus, seraient voués à être les acteurs ou les victimes de la tuerie collective!

Romain ROLLAND, Henri BARBUSSE »

Le succès de l'appel des écrivains Henri Barbusse et Romain Rolland est à la fois immense et international. Immédiatement, 210 comités d'initiative se forment en France, sous l'impulsion de la Confédération générale du travail unitaire, alors que l'appel est republié dans une partie de la presse française (*Monde, le Populaire*).

Il y a rapidement 15 000 adhésions, plus de 2 000 étant individuelles et les autres collectives, dont de très nombreux organismes populaires, bien au-delà des réseaux communistes. On a ainsi la Fédération CGT des instituteurs (80 000 membres), la Fédération Nationale des Combattants Républicains (100 000 membres), etc.

Parmi les figures notables adhérentes, on trouve les scientifiques Albert Einstein et Paul Langevin, les écrivains Upton Sinclair, John Dos Passos, Theodore Dreiser, Karl Kraus, Maxime Gorki, Martin Andersen Nexö et Heinrich Mann, les philosophes Bertrand Russel et Félicien Challaye, les artistes Frans Masereel et Paul Signac, les figures politiques historiques comme Michel Karolyi et la veuve de Sun ya-Tsen, l'avocat Constantin Costa-Foru.

Le Parti Communiste Français appuie notamment le mouvement avec deux initiatives en région parisienne : les 3 et 4 juillet se tient tout d'abord une assemblée populaire contre la guerre, avec 2 764 délégués, dont 1 195 sont au Parti Communiste, 4 socialistes, 32 à la CGT Unitaire, 42 syndiqués autonomes, 215 entièrement inorganisés.

Ensuite avec un rassemblement de 20 000 personnes contre la guerre au stade de l'Unité à Saint-Denis le 31 juillet 1932.

Le congrès appelé le 22 mai 1932 se tint finalement quant à lui à Amsterdam et non à Genève, les 27, 28 et 29 août 1932.

Les 2 196 délégués (dont 492 de France) provenaient de 29 pays ; 291 étaient socialistes, dont 20 membres du Parti socialiste SFIO, dont la direction avait fermement combattu l'initiative du congrès.

Les congressistes, qui représentaient 30 000 organisations et 30 millions de personnes, mirent en place un « Comité mondial contre la guerre ».

Dans cette même perspective anti-guerre, les Partis Communistes d'Allemagne et de France firent une déclaration commune le 25 octobre 1932 et le 31 octobre le secrétaire général du Parti Communiste d'Allemagne, Ernst Thälmann, est applaudi par 10 000 personnes en France (en janvier 1933, à la veille de la prise du pouvoir par les nazis, c'est Maurice Thorez qui tient un discours à Berlin sur la tombe de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg).

Le premier pas vers l'unité socialiste-communiste

L'impact du congrès d'Amsterdam fut immense dans les rangs ouvriers et débloqua une situation marquée auparavant pour le Parti Communiste Français par un certain isolement. Celui-ci cherchait toujours à dépasser le Parti socialiste SFIO, à aspirer sa base, mais sans succès. Les attaques étaient d'ailleurs permanentes de l'un envers l'autre.

La position du Parti Communiste Français au sujet du Parti socialiste SFIO était la suivante dans le programme électoral de 1931 :

« A gauche, le parti socialiste S.F.I.O., qui n'a plus de socialiste que le nom, se présente faussement comme un parti de la classe ouvrière. Il n'est, en réalité que la principale agence de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat.

Comme ceux de la droite et du centre, malgré sa composition et son influence ouvrière, il n'est, dans ses buts et dans sa politique, qu'un parti de la bourgeoisie.

Les points de la charte de l'ancien parti socialiste d'avant-guerre dont il ose quelquefois se réclamer, ne font que mieux souligner sa transformation d'ancien parti réformiste en parti impérialiste, son développement social-fasciste et son reniement complet.

Il est l'ennemi le plus dangereux de la classe ouvrière parce que mieux que tout autre il sait couvrir par des paroles pseudo-révolutionnaires ses actes réactionnaires et illusionner les ouvriers et les paysans pauvres qui croient pouvoir lutter sous sa direction contre les bourgeois exploités, contre la réaction et pour la paix. »

L'initiative anti-guerre du congrès d'Amsterdam modifiait cependant la donne, par une grande activation de la base ouvrière. Ainsi, le 30 novembre 1932, 8 000 travailleurs municipaux de la Seine, des services hospitaliers de la Seine et des PTT se réunirent à la salle Bullier à Paris, rassemblant des militants de la CGT et de la CGT Unitaire.

Cette initiative réunissant des socialistes et des communistes était pourtant tout à fait en décalage avec les incessantes accusations faites de part et d'autres par les directions de chaque Parti. Mais elle reflétait en fait une tendance de fond qui ne cessera de prendre le dessus à partir du congrès d'Amsterdam.

C'est qu'en plus de la question toujours prégnante de la guerre – le gouvernement organise des manœuvres militaires avec la population dans les régions aux frontières avec la Belgique et l'Allemagne – il y a un problème très net dans le contexte historique d'alors.

Les communistes sont les plus actifs, mais ils ne dépassent pas un plafond de verre. La rectification n'a rien changé à ce niveau. Quant aux socialistes, ils ne sont pas assez en activité aux yeux d'une base socialiste touchée par la crise et en décalage avec le jeu de positions perpétuel d'une direction privilégiant les options gouvernementales.

Cette situation permettait l'existence entre les socialistes et les communistes d'un petit « Parti d'unité prolétarienne », fondé en décembre 1930 par des exclus du Parti Communiste français provenant du Parti socialiste communiste fondé en 1924 avec notamment Ludovic-Oscar Frossard (ancien secrétaire général du PCF en 1920-1923) et du Parti ouvrier et paysan fondé en 1929 par Louis Sellier (ancien secrétaire général du PCF en 1923-1924).

Le Parti d'Unité prolétarienne rejetait le bolchevisme mais se voulait plus à gauche que la SFIO ; de par sa position coincée, il devait soit parvenir à une unité avec les socialistes et les communistes, soit rejoindre les premiers.

Le 14 octobre 1932, ce Parti d'Unité prolétarienne avec son secrétaire général, Paul Louis, envoya un texte d'unité destiné aux socialistes et aux communistes, ou plus exactement de quête d'unité en proposant une voie pour « rechercher les éléments doctrinaux d'une unité future ».

Le 16 octobre, Maurice Thorez y répondit indirectement, et favorablement, dans *l'Humanité* par un article, « Le chemin de l'unité de classe ». C'est qu'avec la ligne anti-guerre, le Parti était désormais à l'initiative politiquement. Voici ce que dit l'article :

« Les thèses de la XII^e assemblée du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste constatent qu'en France « il se produit une forte poussée du mouvement révolutionnaire contre la guerre. »

Le sûr instinct des travailleurs leur fait découvrir, sous le masque hypocrite des formules de paix et de sécurité, abondamment répétées par les gouvernants et leurs soutiens socialistes, la très réelle politique de guerre de l'impérialisme français.

La France n'est plus qu'un vaste champ de manœuvres. Sur terre, dans les plaines et en montagnes, dans les airs, le long des côtes, on exerce, et on tue les hommes, on expérimente le matériel, on met au point les engins de destruction et de mort.

Éclairés par des démonstrations guerrières, alertés par la propagande inlassable de notre Parti – qu'on se souvienne de nos campagnes de 1928, du 1^{er} août 1929 et des calomnies et des quolibets social-fascistes, et aussi la répression, que cela nous valut alors – les travailleurs s'émeuvent et luttent contre la guerre.

La moisson d'adhésions au Congrès d'Amsterdam, la participation de délégués socialistes et confédérés [c'est-à-dire CGT], sont le double indice de l'angoisse croissante des masses populaires et de leur volonté de lutte contre la guerre.

Mais rien n'est plus dangereux et plus irritant pour la bourgeoisie et pour son principal soutien social, le parti socialiste, que l'action débutante des masses laborieuses contre la guerre devenue imminente.

Car l'action unie des masses, en s'élargissant et en épousant de multiples formes (manifestations contre les manœuvres, travail dans les usines de guerre et dans les transports pour parvenir au refus de la fabrication et du transport de matériel de guerre, travail antimilitariste, etc.) peut faire reculer la guerre et, dans tous les cas, préparer l'échec des plans de l'impérialisme français, même s'il parvenait à déclencher la guerre malgré nos efforts.

Car l'action unie des masses contre la guerre, suivant la juste recommandation du Congrès d'Amsterdam, en étant liée aux luttes partielles contre l'offensive patronale et gouvernementale et pour la défense du salaire et de toutes les revendications immédiates (conduite des grèves, des manifestations de chômeurs et des paysans pauvres) fera obstacle aux tentatives socialo-bourgeoises qui voudraient résoudre la crise économique dans le sens capitaliste, et fera progresser les masses dans le combat pour l'issue révolutionnaire à la crise.

Car l'action unie des masses laborieuses entamera plus profondément l'influence de la social-démocratie sur les masses, jusqu'à en assurer la liquidation, élargira la première fissure surgie dans le parti socialiste et dans la C.G.T., entre les ouvriers et militants du rang, honnêtes et désireux d'action révolutionnaire et leurs dirigeants devenus les agents conscients de l'impérialisme.

Tenter, par tous les moyens d'entraver l'action et de briser les premiers liens noués à l'occasion du Congrès d'Amsterdam entre les prolétaires socialistes et confédérés et leurs frères communistes et unitaires, telle est la tâche contre-révolutionnaire que remplissent le parti socialiste et la C.G.T. dans l'intérêt du capital.

Dans l'arsenal démagogique du parti socialiste, une arme des plus dangereuses pour la classe ouvrière, c'est la spéculation éhontée à laquelle se livre ce parti sur le sentiment profond, le désir sincère d'unité pour la lutte des travailleurs.

Dans le même moment où les procureurs de la C.A.P. [la Commission Administrative Permanente formant la direction du Parti socialiste] brandissent les foudres, excluent les ouvriers du rang, décident la dissolution de sections entières à cause de leur participation aux Comités de lutte préconisés par le Congrès d'Amsterdam, ils ont l'audace de parler de « front unique » et « d'unité ouvrière ».

Sous prétexte d'unité syndicale, Zyromski, du défunt comité des 22, recommande avec insistance la désagrégation de la C.G.T.U.

Il entend réaliser « l'unité organique » en faisant disparaître le Parti communiste, dont son chef de file, Blum, veut détruire les cadres.

Le parti socialiste, comme la C.G.T., comme la bourgeoisie et pour les mêmes buts, voudrait briser les seules organisations qui luttent réellement à la tête des masses contre tous les méfaits de l'exploitation capitaliste et contre la guerre.

Plus grandit la menace de guerre, plus se déchaîne l'offensive capitaliste, plus aussi s'élève la protestation des masses et s'affirme le désir d'unité pour la lutte, plus les démagogues de la social-démocratie vont multiplier les manœuvres contre l'unité de la classe ouvrière, et plus nous devons, nous, communistes, travailler avec patience au rassemblement des forces prolétariennes.

Notre Parti a fait quelques pas dans cette voie, ils sont encore insuffisants.

Les préventions sectaires subsistent dans nos rangs à l'égard des ouvriers socialistes et réformistes. Alors que se manifestent dans la presse et dans les organismes régionaux, certaines tendances à atténuer la critique du parti socialiste et surtout de son aile « gauche », on est amené à constater l'absence d'un véritable travail à la base en vue de convaincre et de gagner à la lutte chaque ouvrier socialiste.

La passivité opportuniste et le sectarisme se confondent, nourrissant les tendances liquidatrices. C'est le sectarisme qui empêche le pas décisif vers les ouvriers socialistes dans la région parisienne. C'est le sectarisme qui met obstacle dans la région du Nord au

rapprochement avec les mineurs et les ouvriers du textile socialistes, qui facilite le jeu démagogique du parti socialiste, qui entrave par conséquent le développement de l'action, sans laquelle on ne démasquera pas le parti socialiste, on ne vaincra pas l'ennemi principal, la bourgeoisie.

Formulant concrètement les revendications immédiates, indiquant les moyens de lutte contre le patron, et de l'action générale contre la guerre, dans les entreprises et sur tous les terrains, nos organisations de base doivent se tourner résolument vers les ouvriers socialistes, faire éventuellement des propositions de lutte commune aux sections socialistes.

Par leurs actes opposés aux phrases du parti socialiste, les communistes indiquent le chemin de l'unité dans les rangs de la classe ouvrière. Le chemin de l'unité se fraye dans l'action sous toutes ses formes, dans l'action que, seul, avec les syndicats unitaires, notre Parti communiste et saura organiser et diriger jusqu'à la victoire finale. »

La situation se débloquait par ce premier pas.

Le second pas vers l'unité socialiste-communiste

Le 23 novembre 1932, la direction du Parti socialiste (la *Commission Administrative Permanente*, C.A.P.), avait décidé d'apposer des affiches dans la région parisienne, en accord avec les Fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise.

Ces affiches allaient dans le sens de l'unité de classe, dans le prolongement du message du Parti d'Unité Proletarienne et du Parti Communiste Français en octobre.

Il faut se rappeler ici que les ouvriers de la Seine, c'est-à-dire de la région parisienne, sont les plus actifs dans toute la France, que la région est même le bastion de l'activisme révolutionnaire. C'est aussi, au sein du Parti socialiste SFIO, le bastion de l'aile gauche.

Celle-ci s'est structurée, sous l'impulsion de Jean Zyromski et Bracke-Desrousseaux, sous la forme de la « Bataille socialiste » fondée en 1927. Initialement une simple plate-forme, la « Bataille socialiste » a fini par consister en une véritable tendance à partir de 1929.

La « Bataille socialiste » rejoint en fait au sujet de l'URSS les positions de la très puissante social-démocratie autrichienne, qui irradie alors la social-démocratie. Depuis le départ, les sociaux-démocrates autrichiens rejettent le bolchevisme qu'ils considèrent comme une déviation autoritaire et volontariste. Cependant, ils considèrent que cela s'explique historiquement et ils soutiennent l'URSS qui est selon eux socialiste.

La « Bataille socialiste » se rapproche de cette conception au sens où c'est la planification soviétique et son succès qui l'impressionne et en qui elle voit une grande source d'inspiration.

Par contre, la « Bataille socialiste » n'est pas de tradition social-démocrate et, par conséquent, adopte une approche volontariste-idéaliste, dans la tradition « socialiste » française, notamment dans le style « dur », de facture syndicaliste-révolutionnaire, de la région parisienne.

D'ailleurs, le dirigeant de la « Bataille socialiste », Jean Zyromski, est ouvertement sur la ligne d'un équilibre et d'une double reconnaissance entre Parti d'un côté, syndicats et coopératives de l'autre, étant ainsi clairement sur la ligne socialiste française résolument anti-social-démocrate d'avant 1914.

Cette combinaison de volontarisme et de fascination pour la planification va aboutir, avec la crise de 1929 et ses conséquences, à reprocher à la direction du Parti socialiste SFIO de ne pas aller assez de l'avant en termes de proposition et de démarche.

Les affiches parisiennes de la fin novembre 1932 sont une expression de cette situation interne chez les socialistes. On y lit la chose suivante :

« L'UNITÉ ? OUI, NOUS LA VOULONS
Aux Travailleurs de la région parisienne

Citoyens,

Le 14 octobre, le secrétaire général du Parti d'Unité prolétarienne adressait un appel en faveur de l'unité de classe des travailleurs au Parti socialiste et au Parti communiste.

Le 29 octobre, après avoir délibéré sur cette proposition, nous répondions publiquement :

1° Que toute tentative loyale vers une recherche de cette unité trouverait toujours parmi nous l'accueil le plus favorable ;

2° Que nous étions, d'ores et déjà, disposés à désigner nos délégués à une réunion préparatoire où seraient fixées les bases morales et politiques de conversations ultérieures, étant entendu expressément que la première des conditions acceptées de tous devrait être la cessation immédiate des polémiques injurieuses et des calomnies grossières de parti à parti.

Le 1er novembre, le Secrétaire général du Parti d'Unité prolétarienne se déclarait d'accord avec nous.

Il ne restait plus qu'à attendre la réponse du Parti communiste.

Elle parut dans l'Humanité du 4 novembre et fut reproduite intégralement dans le Populaire du lendemain.

Tous les citoyens de bonne foi ont alors pu se rendre compte qu'à la proposition du Parti d'Unité prolétarienne, à la réponse socialiste, qui laissait toutes les possibilités ouvertes, le Bureau politique du Parti communiste opposait la plus catégorique et la plus injurieuse des fins de non recevoir.

Le comble, après cela, c'est de voir maintenant le Parti communiste organiser un meeting à Bullier, le 2 décembre, où, d'après l'Humanité seraient invités « M. Paul Faure, secrétaire général du Parti socialiste, et M. Paul Louis, secrétaire du P. U. P. »,

pour participer à une « controverse » sur la question de l'unité révolutionnaire du prolétariat.

Bien entendu, nous n'avons reçu aucune invitation, et d'autre part, nous savons, par expérience, ce que signifie la controverse dans une réunion communiste.

Le Parti d'Unité prolétarienne a répondu que « c'est par la voie de négociations de parti à parti, et non par la voie de meetings qu'on aboutira à des résultats ».

Nous partageons naturellement cette manière de voir.

Mais, ne voulant endosser aucune responsabilité ni encourir aucun reproche dans le maintien des divisions ouvrières et des abominables querelles fratricides qui font obstacle à la marche en avant du prolétariat, nous n'écartons nullement l'idée d'une controverse et d'un meeting.

Seulement, même pour un meeting, il faut une entente préalable sur les points suivants ;

Bureau commun ;

Nombre égal de cartes d'assistants mises à la disposition des organisations participantes ;

Engagements réciproques d'éviter de part et d'autre, des injures et des violences.

Sans ces précautions élémentaires, la prétendue controverse aboutit à une bagarre et la soi-disant invitation à un guet-apens.

Quand le Parti communiste sera, disposé à discuter sur ce terrain de loyauté et de franchise, la conversation pourra utilement s'engager.

D'ici là, et nous le déclarons une fois pour toutes au peuple de l'agglomération parisienne, qui jugera l'attitude des uns et des autres, nous n'entendons être ni les dupes, ni les victimes de manœuvres et de traquenards qui ne trompent plus personne sur les intentions de ceux qui y ont recours.

VIVE L'UNITÉ OUVRIÈRE ET SOCIALISTE !

Pour la C. A. P. du Parti Socialiste (S.F.I.O.) :
Paul FAURE,
Secrétaire général.

Pour la Fédération de la Seine du Parti (S.F.I.O.) :
E[mile]. FARINET,
Secrétaire fédéral.

Pour la Fédération de Seine-et-Oise du Parti (S.F.I.O.) :

[Eugène] DESCOURTIEUX,
Secrétaire fédéral

La réponse communiste est alors positive et le pas vers une initiative unitaire était donc réalisée.

« 1^{er} décembre 1932

Citoyen Paul Faure, secrétaire du parti socialiste (S.F.I.O.)
Citoyen,

Le Bureau politique du Parti communiste, après avoir pris connaissance du texte de l'affiche commune de la C. A. P. [c'est-à-dire la direction du Parti socialiste SFIO] et des fédérations socialistes de Seine et de Seine-et-Oise, déclare

1° Qu'il accepte la proposition d'organiser un bureau commun pour le meeting convoqué à Bullier et vous invite à déléguer le 2 décembre un de vos représentants auprès de lui pour discuter avec les organisateurs, en vue de régler la composition du bureau, l'ordre des orateurs et le temps de parole.

2° Le Parti communiste propose l'organisation de meetings sur le même sujet dans toute la France, avec les mêmes garanties.

3° Le meeting de Bullier étant public et ouvert aux ouvriers de toutes les tendances la question de l'unité de classe du prolétariat débordant largement le cadre des organisations il ne saurait être question d'en interdire l'accès aux masses inorganisées.

D'ailleurs, l'histoire du mouvement ouvrier français est pleine de ces controverses publiques dont nous ne citerons que l'exemple fameux de l'hippodrome de Lille entre Jaurès et Guesde. La crainte que les meetings publics sur la question de l'unité ouvrière soient un traquenard et se transforment en bagarres est absolument démentie par de récents exemples, dont celui du meeting des travailleurs des services publics d'hier, 30 novembre.

4° Le Bureau politique du Parti communiste, qui connaît la discipline de classe du prolétariat parisien et du prolétariat français, est convaincu que les orateurs de toutes tendances auront la plus grande liberté d'expression.

5° Il ne saurait être question, dans une telle controverse, d'échanger des injures. Il s'agit simplement de permettre à chaque représentant de nos partis d'exposer sans restriction nos conceptions différentes sur les moyens qui conduisent à l'unité du prolétariat.

Nous pensons que ces précisions vous offrent toutes les garanties désirables et nous renouvelons instamment au citoyen Paul Faure ou à tout autre représentant de la C. A. P. ou des fédérations socialistes de Seine et de Seine-et-Oise, l'invitation qui vous a été faite par lettre en date du 22 novembre.

Salutations communistes.

Pour le Bureau politique, du Parti communiste français

Le secrétaire : M. Thorez »

Le grand meeting unitaire du 2 décembre 1932 à la salle Bullier à Paris rassembla 8 000 personnes.

Cependant, ni Paul Faure ni Paul Louis, les dirigeants respectivement du Parti socialiste SFIO et du Parti d'Unité Proletarienne, ne vinrent. Du côté communiste, cette absence était considérée comme une « dérobade » explicable par le fait que c'est le Parti Communiste français qui était au centre du jeu avec la question de la guerre.

Il est vrai que les orateurs socialistes tirèrent à boulets rouges sur la direction de leur propre parti, appelant les socialistes à réaliser l'unité avec les communistes, à soutenir la révolution russe :

« Nous sommes décidés à marcher avec vous pour vos revendications de classe, non seulement sur le terrain syndical, mais aussi le terrain politique, et pour la défense de l'Union soviétique. »

Maurice Thorez, de son côté, appela à refuser un nouveau « 4 août 1914 », et par conséquent à rompre avec la bourgeoisie afin d'être en mesure de réaliser le front unique. Quant au rapport avec le Parti socialiste SFIO et le Parti d'Unité Proletarienne, Maurice Thorez précisa qu'il faut

« renouer les traditions des grands débats organisés. »

Une réunion en ce sens eut lieu le 16 janvier 1933. Et c'est dans ce contexte de rapprochement contradictoire qu'un événement provoqua un électro-choc : la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne.